N°2301586

SARL DAUGA FRÈRES

Mme Magali Sellès
Magistrate désignée

Mme Lola Neumaier
Rapporteuse publique

Audience du 4 novembre 2024
Décision du 15 novembre 2024

26-06-01-02

C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La magistrate désignée,

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés le 16 juin 2023 et le 29 mai 2024, la société à responsabilité limitée (SARL) Dauga Frères, représentée par Me Kermarrec, demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision implicite par laquelle la commune d'Ondres a refusé de faire droit à sa demande de communication de documents administratifs issue de son courrier du 9 février 2023, à la suite de l'avis rendu par la commission d'accès aux documents administratifs le 20 avril 2023 ;

2°) d'enjoindre à la commune d'Ondres de lui communiquer, dans le délai de cinq jours à compter de la notification de la décision à intervenir, sous astreinte de cent euros par jour de retard, les documents suivants :

- l'ensemble des documents transmis aux conseillers municipaux pour leur permettre de voter en connaissance de cause les délibérations n° 2022-07-01 du 7 juillet 2022 et n° 2022-11-01 du 3 novembre 2022 portant création de la régie « camping municipal d'Ondres » et les comparatifs évoqués dans la délibération n° 2022-07-01,
- le marché public conclu avec la société LD EXPERTISE évoqué dans la délibération du 7 juillet 2022 et les livrables et leurs annexes remis par cette société à la commune,
- le power point utilisé dans le cadre de la réunion publique ayant pour objet le camping municipal intervenue le 16 janvier 2023,

- l'intégralité des mandats de paiement émis par la commune à destination des cabinets Boissy avocats et Lyon Caen & Thiriez entre le 1^{er} janvier 2021 et le 8 février 2023,
- l'éventuel compte rendu de la réunion intervenue avec les salariés du camping en décembre 2021 et relative à la création d'une SCOP pour reprendre le camping municipal,
- le compte rendu de la réunion intervenue le 16 novembre 2021 en mairie avec les salariés de la SARL Dauga Frères relativement à la reprise de leurs contrats de travail,
- les déclarations d'intérêt et candidatures reçues par la commune pour la reprise du camping municipal,
- les comptes rendus et procès-verbaux des réunions de la commission municipale « développement économique – tourisme » intervenues entre le 1^{er} janvier 2021 et le 8 février 2023 et relatives, même partiellement, au camping municipal,
- le business plan de la régie municipale de camping avec sa date de création,
- le marché public conclu avec la société Olink, présente lors de la réunion concernant les installations électriques et réseaux du camping intervenue le 13 décembre 2022 au camping, et tous les livrables remis par cette société à la commune qui concernent le camping municipal et notamment le compte rendu de la réunion du 13 décembre 2022,
- les échanges intervenus avec les fournisseurs et partenaires de la SARL Dauga Frères listés en pièce n° 20, ainsi qu'avec les crédits bailleurs NatioCréditMur/ LixxBail et CMCIC Bail relativement à la reprise des contrats dont est titulaire la SARL Dauga Frères,
- la police d'assurance n° 09033548 P de la compagnie Mutuelle du Mans Assurances, mentionnée à l'article 2.5 du contrat de concession de service public dont la SARL Dauga Frères est titulaire ;

3°) de mettre à la charge de la commune d'Ondres la somme de 3 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- la décision attaquée méconnaît les dispositions des articles L. 300-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration et celles de l'article L. 2121-26 du code général des collectivités territoriales ;
- les documents sollicités n'entrent pas dans le champ des documents administratifs devant faire l'objet d'une occultation en application des dispositions L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration ; ils devront donc être transmis sans occultation ;
- la commune fait preuve d'un comportement dilatoire dans le but de nuire à ses intérêts ;
- la circonstance alléguée et non établie qu'elle n'aurait pas transmis des documents à la commune ne saurait suffire à faire obstacle à la communication des documents administratifs qu'elle sollicite auprès de la commune ;
- la demande de documents administratifs ne saurait être qualifiée d'abusives dès lors qu'elle a pour objet de préserver ses intérêts à la suite de la décision de résiliation du contrat de concession.

Par un mémoire en défense, enregistré le 12 avril 2024, la commune d'Ondres, représentée par Me Dubois, conclut au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge de la SARL Dauga Frères la somme de 3 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- la demande de la société requérante est infondée dès lors que d'une part, elle a reçu communication de certains des documents qu'elle sollicitait et d'autre part, certains d'entre eux sont inexistantes ;
- la requête est abusive.

Par une ordonnance du 15 avril 2024, la clôture de l'instruction a été reportée au 17 juin 2024 à 12 heures.

Vu :

- l'avis n° 20231438 du 20 avril 2023 de la commission d'accès aux documents administratifs ;
- les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné Mme Sellès, pour statuer sur les litiges relevant de l'article R. 222-13 du code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Sellès, présidente,
- et les conclusions de Mme Neumaier, rapporteure publique.

Considérant ce qui suit :

1. Le 29 mai 1998, la commune d'Ondres a conclu avec la société à responsabilité limitée (SARL) Dauga Frères, un contrat de concession de service public d'une durée de vingt-cinq ans pour l'exploitation du camping municipal Blue Océan, prolongé jusqu'au 31 octobre 2025 par un avenant du 8 juin 2020. Par une délibération du 7 juillet 2022, la commune d'Ondres a prononcé la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de concession. Par un courrier du 9 février 2023, la SARL Dauga Frères a sollicité la communication de divers documents administratifs. En l'absence de réponse de la part de la commune d'Ondres, la société requérante a saisi la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) qui a rendu un avis le 20 avril 2023. En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à la suite de l'enregistrement au secrétariat de la CADA de la demande d'avis, une décision implicite de rejet est née le 14 mai 2023. Par la présente requête, la société Dauga Frères demande au tribunal d'annuler la présente décision et d'enjoindre à la commune d'Ondres de lui communiquer les documents sollicités.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

2. Aux termes de l'article L. 300-2 du code des relations entre le public et l'administration : « *Sont considérés comme documents administratifs, au sens des titres I^{er}, III et IV du présent livre, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et*

leur support, les documents produits ou reçus, dans le cadre de leur mission de service public, par l'Etat, les collectivités territoriales ainsi que par les autres personnes de droit public ou les personnes de droit privé chargées d'une telle mission. Constituent de tels documents notamment les dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles, correspondances, avis, prévisions, codes sources et décisions (...) ». Aux termes de l'article L. 311-1 de ce code : « *Sous réserve des dispositions des articles L. 311-5 et L. 311-6, les administrations mentionnées à l'article L. 300-2 sont tenues de publier en ligne ou de communiquer les documents administratifs qu'elles détiennent aux personnes qui en font la demande, dans les conditions prévues par le présent livre* ». Aux termes de l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration : « *L'accès aux documents administratifs s'exerce, au choix du demandeur et dans la limite des possibilités techniques de l'administration : / 1° Par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas ; / 2° Sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par la délivrance d'une copie sur un support identique à celui utilisé par l'administration ou compatible avec celui-ci et aux frais du demandeur, sans que ces frais puissent excéder le coût de cette reproduction, dans des conditions prévues par décret ; / 3° Par courrier électronique et sans frais lorsque le document est disponible sous forme électronique ; / 4° Par publication des informations en ligne, à moins que les documents ne soient communicables qu'à l'intéressé en application de l'article L. 311-6.* ». D'autre part, l'article L. 311-6 de ce code prévoit que : « *Ne sont communicables qu'à l'intéressé les documents administratifs : 1° Dont la communication porterait atteinte à la protection de la vie privée, au secret médical et au secret en matière commerciale et industrielle, lequel comprend le secret des procédés, des informations économiques et financières et des stratégies commerciales ou industrielles et est apprécié en tenant compte, le cas échéant, du fait que la mission de service public de l'administration mentionnée au premier alinéa de l'article L. 300-2 est soumise à la concurrence (...)* ». Aux termes de l'article L. 311-7 de ce même code : « *Lorsque la demande porte sur un document comportant des mentions qui ne sont pas communicables en application des articles L. 311-5 et L. 311-6 mais qu'il est possible d'occulter ou de disjointer, le document est communiqué au demandeur après occultation ou disjonction de ces mentions.* ».

3. Il appartient au juge de l'excès de pouvoir, saisi de moyens en ce sens, de contrôler la régularité et le bien-fondé d'une décision de refus de communication de documents administratifs sur le fondement des dispositions des articles L. 311-1 et L. 311-2 du code des relations entre le public et l'administration. Pour ce faire, par exception au principe selon lequel le juge de l'excès de pouvoir apprécie la légalité d'un acte administratif à la date de son édicton, il appartient au juge, eu égard à la nature des droits en cause et à la nécessité de prendre en compte l'écoulement du temps et l'évolution des circonstances de droit et de fait afin de conférer un effet pleinement utile à son intervention, de se placer à la date à laquelle il statue.

4. Si une autorité administrative est tenue de communiquer les documents administratifs qu'elle détient aux personnes qui en font la demande, ce droit à communication ne s'applique toutefois qu'à des documents existants et n'a ni pour objet, ni pour effet de contraindre l'administration à établir un document qui n'existe pas, l'administration n'étant pas davantage tenue d'établir un document en vue de procurer les renseignements ou l'information souhaités. La communication d'un document est toutefois imposée, dans l'hypothèse où celui-ci peut être obtenu par un traitement automatisé d'usage courant.

Sur l'ensemble des documents transmis aux conseillers municipaux pour leur permettre de voter en connaissance de cause la délibération n° 2022-07-01 du 7 juillet 2022 portant résiliation du contrat de concession dont la société Dauga Frères est titulaire et sur l'ensemble des documents transmis aux conseillers municipaux pour leur permettre de voter en connaissance de cause la délibération n° 2022-11-01 du 3 novembre 2022 portant création de la régie « camping municipal d'Ondres » :

5. Aux termes de l'article L. 2121-26 du code général des collectivités territoriales : *« Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. (...) ».*

6. Les délibérations, les procès-verbaux du conseil municipal, les arrêtés municipaux, les budgets et comptes de la commune ainsi que les pièces qui y sont, le cas échéant, annexées, constituent des documents administratifs communicables à toute personne qui en fait la demande en application des dispositions précédemment citées du code général des collectivités territoriales et du code des relations entre le public et l'administration.

7. D'une part, il ressort des pièces du dossier que la maire de la commune d'Ondres a communiqué à la société requérante, dans le cadre d'une précédente instance, les documents sollicités et notamment le projet de délibération du 7 juillet 2022 qui a fait office de note d'information pour permettre aux conseillers municipaux de voter la délibération en cause. Toutefois, la CADA a estimé dans son avis n° 20231438 du 20 avril 2023 que *« la seule circonstance que des documents administratifs aient été transmis au juge, ou qu'ils aient été versés au dossier d'une instance contentieuse à laquelle le demandeur est partie, (...) ne prive pas par elle-même d'objet la demande de communication présentée sur le fondement du livre III du code des relations entre le public et l'administration et ne saurait légalement justifier un refus de communication sur le fondement des dispositions précitées du code des relations entre le public et l'administration ».*

8. D'autre part, la commune d'Ondres soutient qu'en raison de la suspension de la délibération du 7 juillet 2022 par le tribunal de céans, la régie « camping municipal d'Ondres » n'est plus d'actualité. Toutefois, il n'est pas contesté que la délibération n° 2022-11-01 du 3 novembre 2022 a bien été votée. Dès lors, la circonstance que la délibération du 7 juillet 2022 ait été suspendue ne saurait légalement justifier le refus de communiquer l'ensemble des documents ayant permis aux conseillers municipaux de voter celle portant sur la régie « camping municipal d'Ondres ». La société Dauga Frères est donc fondée à solliciter l'annulation de la décision contestée sur ces points.

9. Il s'ensuit que la commune d'Ondres était tenue de faire droit à la demande de la requérante tendant à la communication des pièces précitées.

Sur le marché public conclu avec conclu avec la société LD Expertise évoqué dans la délibération du 7 juillet 2022 et les livrables et leurs annexes remis par cette société à la commune, notamment ceux estimant la valeur nette comptable (VNC) des biens de retour de la concession dont la société Dauga Frères est titulaire outre son manque à gagner sur les années de contrat restant à courir :

10. D'une part, il ressort des pièces du dossier que dans son avis du 20 avril 2023, la CADA a rappelé le caractère communicable des marchés publics signés et des documents qui s'y rapportent, sous réserve de l'occultation des mentions couvertes par le secret des affaires. La commune d'Ondres n'établit pas avoir transmis ce document à la requérante, pas plus qu'elle n'établit que ces documents ne seraient pas communicables. En outre, la circonstance que le marché en question n'ait fait l'objet que d'un bon de commande ne saurait, à elle seule, valablement justifier le refus de communiquer ce document. D'autre part, la commune d'Ondres soutient en défense avoir communiqué, à la SARL Dauga Frères, dans le cadre d'une précédente instance, l'estimation de la valeur nette comptable des biens de retour de la concession et du manque à gagner sur les années de contrat à courir. Toutefois, il résulte de ce qui a été dit au point 7 que la circonstance que des documents administratifs aient été versés au dossier d'une précédente instance à laquelle le demandeur était partie ne saurait justifier le refus de communiquer ces documents. Par ailleurs, la commune d'Ondres ne soutient pas avoir communiqué les livrables et leurs annexes remis par cette société à la commune et n'établit pas non plus que ces documents ne seraient pas communicables. La société requérante est donc fondée à demander l'annulation de la décision contestée s'agissant de ces documents.

Sur le powerpoint utilisé dans le cadre de la réunion publique du 16 janvier 2023 relative au camping municipal :

11. Aux termes de l'article L. 300-4 du code des relations entre le public et l'administration : « *Toute mise à disposition effectuée sous forme électronique en application du présent livre se fait dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.* ». Aux termes de l'article L. 311-2 du même code : « (...) / *Le droit à communication ne s'exerce plus lorsque les documents font l'objet d'une diffusion publique.* (...) ».

12. La commune d'Ondres soutient en défense que le document sollicité a fait l'objet d'une diffusion publique dès lors que la réunion du 16 janvier 2023, au cours de laquelle a été projeté le power point, a été filmée et est en ligne sur la plateforme Youtube, de sorte que l'obligation de communiquer ce document s'est éteinte. La CADA a considéré, dans son avis du 20 avril 2023, que pour qu'un document soit considéré comme ayant fait l'objet d'une diffusion publique, il faut que sa mise en ligne présente un caractère pérenne. En l'espèce, la mise en ligne sur la plateforme Youtube ne présente pas un caractère pérenne et la société requérante n'a pas la possibilité de télécharger le power point ni de l'exploiter bien qu'elle ait la possibilité de visualiser chacune des diapositives. Dans ces conditions, le document sollicité ne saurait être regardé comme ayant fait l'objet d'une diffusion publique. La SARL Dauga Frères est donc fondée à demander l'annulation de la décision contestée sur ce point.

Sur l'intégralité des mandats de paiement émis par la commune à destination des cabinets Boissy Avocats et Lyons Caen & Thiriez entre le 1^{er} janvier 2021 et le 8 février 2023 :

13. Aux termes de l'article 66-5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réformes de certaines professions judiciaires et juridiques : « *En toutes matières, que ce soit dans le domaine du conseil ou dans celui de la défense, les consultations adressées par un avocat à son client ou destinées à celui-ci, les correspondances échangées entre le client et son avocat, entre l'avocat et ses confrères à l'exception pour ces dernières de celles portant la mention "officielle", les notes d'entretien et, plus généralement, toutes les pièces du dossier sont couvertes par le secret professionnel.* ».

14. Il ressort des pièces du dossier que dans son avis du 20 avril 2023, la CADA a rappelé le caractère communicable des documents comptables produits par une commune pour payer les factures d'honoraires d'avocats qui ne sauraient être regardés comme des « correspondances échangées entre le client et son avocat » protégées par le secret professionnel au sens des dispositions précitées de la loi du 31 décembre 1971, sous réserve de l'occultation des mentions couvertes par le secret des affaires. Alors au demeurant que la commune d'Ondres avait déclaré, dans son courriel du 19 avril 2023, ne pas s'opposer à la transmission de ce document, la société requérante soutient ne pas avoir reçu communication des mandats de paiements sollicités. La société requérante est donc fondée à demander l'annulation de la décision contestée s'agissant de ces documents.

Sur les comptes-rendus ou procès-verbaux de réunions intervenues à la mairie au sujet de la création d'une SCOP destinée à reprendre le camping municipal et de celles intervenues avec les salariés de la SARL Dauga Frères en préparation de la reprise de leurs contrats par la mairie :

15. Si la commune d'Ondres soutient qu'aucune de ces réunions n'a eu lieu, il ressort toutefois des pièces du dossier et notamment de deux courriels en date du 19 novembre 2021 et du 13 janvier 2023 qu'une réunion est intervenue dans le but de créer une SCOP pour reprendre la gestion du camping et qu'une autre réunion s'est tenue, le 16 novembre 2021, entre les salariés de la société requérante et la mairie d'Ondres à l'issue de laquelle un compte-rendu a été rédigé et modifié par la maire de la commune d'Ondres.

17. D'une part, la seule circonstance qu'un courriel du 13 janvier 2023 adressé à M. Souviraa mentionne que « une partie des salariés dont la société requérante, ont été reçus par Mme le Maire, dans le but de créer une SCOP pour reprendre la gestion du camping » n'est pas de nature à établir qu'un compte rendu ou un procès-verbal aurait été formalisé. Il ne ressort pas des autres pièces du dossier que ce document existerait. Aucune disposition ne lui faisant obligation d'élaborer un tel document et, dès lors qu'il n'est pas justifié, ni même allégué que ce dernier pourrait être obtenu par extraction des bases de données dont l'administration dispose, c'est à bon droit que la commune d'Ondres a rejeté la demande de la SARL Dauga Frères.

18. D'autre part, il ressort des pièces du dossier et notamment du courriel du 19 novembre 2021 adressée à Mme Lalanne par Mme le Maire de la commune d'Ondres qu'un compte-rendu de la réunion tenue le 16 novembre 2021 entre les salariés de la société requérante et la commune d'Ondres a été formalisé et la commune d'Ondres ne soutient pas que ce document ne serait pas communicable. La SARL Dauga Frères est donc fondée à demander l'annulation de la décision attaquée sur ce point.

Sur les comptes rendus ou procès-verbaux des réunions de la commission municipale « développement économique-tourisme » intervenues entre le 1^{er} janvier 2021 et le 8 février 2023 et relatives, même partiellement, au camping municipal :

19. Aux termes de l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales : *« Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. ».*

20. Il ressort des pièces du dossier que dans son avis du 20 avril 2023, la CADA a rappelé le caractère communicable des documents produits par les commissions municipales à moins qu'ils n'aient le caractère de documents préparatoires, sous réserve, le cas échéant, de l'occultation des mentions couvertes par les articles L. 311-5 et L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration. Alors au demeurant que la commune d'Ondres avait déclaré, dans son courriel du 19 avril 2023 adressé à la CADA, ne pas s'opposer à la transmission des procès-verbaux et comptes-rendus des réunions de la commission municipale « développement économique-tourisme » intervenues entre le 1^{er} janvier 2021 et le 8 février 2023 et relatives, même partiellement, au camping municipal, la société requérante soutient ne pas avoir reçu communication de ces documents. Cette dernière est donc fondée à demander l'annulation de la décision attaquée s'agissant de ces documents.

Sur les comptes-rendus des réunions intervenues avec les potentiels repreneurs du camping municipal, évoquées lors du conseil municipal du 7 juillet ayant abouti à l'adoption de la délibération n° 2022-07-01, ainsi que les déclarations d'intérêt/candidatures reçues par la mairie pour la reprise du camping :

21. D'une part, il résulte des dispositions précitées au point 2 que les marchés publics et les documents qui s'y rapportent, y compris les documents relatifs au contenu des offres, sont des documents administratifs au sens des dispositions de l'article L. 311-1 du code des relations entre le public et l'administration. Saisis d'un recours relatif à la communication de tels documents, il revient aux juges du fond d'examiner si, par eux-mêmes, les renseignements contenus dans les documents dont il est demandé la communication peuvent, en affectant la concurrence entre les opérateurs économiques, porter atteinte au secret industriel et commercial et faire ainsi obstacle à cette communication en application des dispositions du 1^o de l'article L. 311-6 de ce même code. Au regard des règles de la commande publique, doivent ainsi être regardés comme communicables, sous réserve des secrets protégés par la loi, l'ensemble des pièces du marché. Dans cette mesure, si notamment l'acte d'engagement, le prix global de l'offre et les prestations proposées par l'entreprise attributaire sont en principe communicables, le bordereau unitaire de prix de l'entreprise attributaire, en ce qu'il reflète

la stratégie commerciale de l'entreprise opérant dans un secteur d'activité et qu'il est susceptible ainsi de porter atteinte au secret commercial, n'est quant à lui, en principe, pas communicable.

22. Il ressort des pièces du dossier et notamment de l'avis de la CADA du 20 avril 2023 que les déclarations d'intérêt sont des documents communicables en application des dispositions de l'article L. 311-1 du code des relations entre le public et l'administration, sous réserve d'occulter les mentions protégées par les articles L. 311-5 et L. 311-6 du même code, à l'instar des rapports d'analyse des candidatures. La société requérante est donc fondée à demander l'annulation de la décision attaquée s'agissant de la communication des déclarations d'intérêt.

23. D'autre part, il ressort des écritures en défense qui ne sont pas utilement contestées par la société requérante que les réunions pour lesquelles sont demandés les comptes-rendus n'ont jamais eu lieu de sorte qu'aucun compte-rendu n'a été formalisé. Par suite, c'est à bon droit que la commune d'Ondres a refusé de communiquer à la société requérante les comptes-rendus sollicités.

Sur le business plan de la régie municipale de camping avec sa date de création :

24. La commune d'Ondres soutient qu'en raison de la suspension de la délibération du 7 juillet 2022 par le tribunal de céans, la régie « camping municipal d'Ondres » n'est plus d'actualité ainsi que, par voie de conséquence, son business plan. Toutefois, la circonstance que la délibération du 7 juillet 2022 ait été suspendue ne saurait légalement justifier le refus de communiquer le business plan de la régie, dès lors qu'il n'est pas soutenu ni même allégué que ce document serait inexistant. Par suite, la SARL Dauga Frères est fondée à demander l'annulation de la décision attaquée concernant ce document.

Sur le marché public conclu avec la société Ollink, présente lors de la réunion concernant les installations électriques et réseaux du camping intervenue le 13 décembre 2022 au camping, et tous les livrables remis par cette société à la commune, notamment le compte rendu de cette réunion :

25. Dans son avis du 20 avril 2023, la CADA a estimé que les marchés publics signés et les documents qui s'y rapportent sont des documents communicables, sous réserve du respect du secret des affaires. En outre, il ressort du procès-verbal de constat dressé par un commissaire de justice le 13 décembre 2022 et versé au dossier, qu'un rendez-vous a été organisé ce même jour entre le directeur du camping Espace Blue Ocean, le directeur général des services de la mairie d'Ondres et la société Ollink s'agissant des installations électriques du camping. La commune d'Ondres justifie son refus de communiquer le marché public conclu avec la société Ollink par la circonstance que ce contrat n'a pas été conclu exclusivement pour le camping municipal. Toutefois, cette seule circonstance ne saurait légalement justifier le refus de communiquer ce contrat. En outre, la commune d'Ondres ne soutient ni même n'allègue que les livrables qui lui ont été remis par la société Ollink et le compte rendu de cette réunion n'existeraient pas ou ne seraient pas communicables. Dans ces conditions, la société requérante est fondée à demander l'annulation de la décision attaquée s'agissant de ce document.

Sur les échanges intervenus avec les fournisseurs et partenaires de la SARL Dauga Frères listés dans le document joint, ainsi qu'avec les crédits bailleurs NatioCréditMur / LixxBail et CMCIC Bail relativement à la reprise des contrats dont est titulaire la SARL Dauga Frères :

26. Le CADA a estimé, dans son avis du 20 avril 2023, que les échanges sollicités sont communicables sous réserve, d'une part, qu'ils existent et d'autre part, d'occulter les mentions couvertes par le secret de la vie privée ou le secret des affaires. Dès lors que la commune d'Ondres ne soutient pas que ces documents n'existent mais se contente d'arguer qu'elle ne comprend pas la teneur de cette demande de communication, la SARL Dauga Frères est fondée à en demander la communication.

Sur la police d'assurance n° 09033548 P de la compagnie mutuelle du Mans Assurances, mentionnée à l'article 2.5 du contrat de concession dont la SARL Dauga Frères est titulaire :

27. Aux termes de l'article L. 311-2 du code des relations entre le public et l'administration : « (...) L'administration n'est pas tenue de donner suite aux demandes abusives, en particulier par leur nombre ou leur caractère répétitif ou systématique. ». Il résulte de ces dispositions que revêt un caractère abusif la demande qui a pour objet de perturber le bon fonctionnement de l'administration sollicitée ou qui aurait pour effet de faire peser sur elle une charge disproportionnée au regard des moyens dont elle dispose.

28. S'il n'est pas établi ni même soutenu par la commune d'Ondres que la demande de communication en cause ferait peser sur elle une charge disproportionnée au regard des moyens dont elle dispose, il ressort des pièces du dossier que la société requérante tend à obtenir la police d'assurance dont elle est titulaire, c'est-à-dire un document qu'elle a déjà en sa possession. En outre, cette demande a été considérée comme abusive par la CADA dans son avis du 20 avril 2023. Dès lors, c'est à bon droit que la commune d'Ondres a refusé de faire droit, sur ce point, à cette demande de communication.

29. Il résulte de ce qui précède que la SARL Dauga Frères est fondée à demander l'annulation du refus de communication opposé par la commune d'Ondres, sauf en ce qui concerne les comptes rendus ou procès-verbaux de réunions intervenues à la mairie au sujet de la création d'une SCOP destinée à reprendre le camping municipal et ceux des réunions intervenues avec les potentiels repreneurs du camping municipal, évoquées lors du conseil municipal du 7 juillet ayant abouti à l'adoption de la délibération n° 2022-07-01.

Sur les conclusions à fin d'injonction sous astreinte :

30. Le présent jugement, compte tenu des motifs d'annulation retenus, implique nécessairement que la commune d'Ondres communique à la SARL Dauga Frères, dans un délai d'un mois, l'ensemble des documents transmis aux conseillers municipaux pour leur permettre de voter en connaissance de cause les délibérations n° 2022-07-01 du 7 juillet 2022 portant résiliation du contrat de concession dont la société Dauga Frères est titulaire et n° 2022-11-01 du 3 novembre 2022 portant création de la régie « camping municipal d'Ondres », le marché public conclu avec la société LD Expertise, les livrables et leurs annexes remis par cette société à la commune, le power point utilisé dans le cadre de la réunion publique ayant pour objet

le camping municipal intervenue le 16 janvier 2023, l'intégralité des mandats de paiement émis par la commune à destination des cabinets Boissy Avocats et Lyon Caen & Thiriez entre le 1^{er} janvier 2021 et le 8 février 2023, le compte rendu de la réunion intervenue le 16 novembre 2021 en mairie avec les salariés de la SARL Dauga Frères relativement à la reprise de leurs contrats de travail, les comptes rendus et procès-verbaux des réunions de la commission municipale « développement économique – tourisme » intervenues entre le 1^{er} janvier 2021 et le 8 février 2023 et relatives, même partiellement, au camping municipal, le business plan de la régie municipale de camping avec sa date de création, le marché public conclu avec la société Ollink, présente lors de la réunion concernant les installations électriques et réseaux du camping intervenue le 13 décembre 2022 au camping, et tous les livrables remis par cette société à la commune qui concernent le camping municipal et notamment le compte rendu de la réunion du 13 décembre 2022, les échanges intervenus avec les fournisseurs et partenaires de la SARL Dauga Frères, ainsi qu'avec les crédits bailleurs NatioCréditMur/LixxBail et CMCIC Bail relativement à la reprise des contrats dont la SARL Dauga Frères. L'ensemble des documents précités seront communiqués sous réserve de ne pas porter atteinte au secret des affaires. Dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu d'assortir cette injonction d'une astreinte.

Sur les frais de l'instance :

31. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de condamner la commune d'Ondres à verser à la société Dauga Frères une somme de 1 500 euros en application des dispositions L. 761-1 du code de justice administrative.

32. Les conclusions présentées sur ce même fondement par la commune d'Ondres tendant à mettre à la charge de la société requérante, qui n'a pas la qualité de partie perdante dans la présente instance, la somme de 3 000 euros, ne peuvent qu'être rejetées.

D É C I D E :

Article 1^{er} : La décision implicite de refus de communication de la commune d'Ondres est annulée sauf en ce qui concerne les comptes rendus ou procès-verbaux de réunions intervenues à la mairie au sujet de la création d'une SCOP destinée à reprendre le camping municipal et ceux des réunions intervenues avec les potentiels repreneurs du camping municipal, évoquées lors du conseil municipal du 7 juillet ayant abouti à l'adoption de la délibération n° 2022-07-01.

Article 2 : Il est enjoint à la commune d'Ondres de communiquer à la SARL Dauga Frères les documents mentionnés au point 30 du présent jugement, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent jugement sous réserve de ne pas porter atteinte au secret des affaires.

Article 3 : La commune d'Ondres versera à la SARL Dauga Frères une somme de mille cinq cents euros (1 500 euros) sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à la SARL Dauga Frères et à la commune d'Ondres.

Rendue publique par mise à disposition au greffe le 15 novembre 2024.

La magistrate désignée,

La greffière,

M. SELLÈS

M. DANGENG

La République mande et ordonne à la préfète des Landes en ce qui la concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
La greffière,